

LEUR ÂGE VARIE ENTRE 6 ET 16 ANS

5,2% des enfants ne sont pas scolarisés

5,2 % des enfants âgés entre 6 et 16 ans ne sont pas scolarisés en Algérie. Soit près de 200 000 enfants en âge obligatoire d'aller à l'école ne savent ni lire ni écrire. C'est ce qu'a révélé une enquête menée conjointement entre le ministère de l'Education nationale et l'Unicef. L'objectif de cette enquête, explique Nouria Benghebrit, c'est d'identifier ces enfants dont l'âge de fréquenter l'école est obligatoire pour les prendre en charge.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les résultats d'une enquête sur les enfants non scolarisés en Algérie ont été dévoilés hier dans la wilaya d'Adrar.

Cette enquête, expliquent ses initiateurs, a été réalisée dans le cadre d'une initiative mondiale et a concerné 50 pays à travers le monde dont 8 pays de la région Mena.

Ainsi, ils sont 120 millions d'enfants dans le monde en âge de scolarisation et qui n'ont pas rejoint les bancs de l'école pour différentes raisons. Soit 9% d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (58 millions) et 17% d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire (63 millions) ne savent ni lire ni écrire. En Algérie, l'enquête a

révélé que 5,2 % des enfants âgés entre 6 et 16 ans, un âge où pourtant l'enseignement est obligatoire et gratuit, ne fréquentent pas les établissements scolaires. Le taux d'abandon au cycle primaire est, quant à lui, de 2,4% dont les wilayas concernées sont essentiellement celles du Grand-Sud avec un taux supérieur à 2,5% et une moyenne de 9,5% à Alger, Illizi et les wilayas du Nord-Ouest du pays.

Selon l'Unicef le tiers des enfants de cinq ans n'accèdent pas au cycle préparatoire et le 1/5 des enfants inscrits au cycle moyen risque de quitter sans prévenir avant la dernière année du cycle. Pour les garçons, cette proportion a atteint le quart.

L'Unicef recommande entre autres le développement de la poli-

tique du préscolaire et de la prise en charge de la petite enfance sur le plan quantitatif et qualitatif en impliquant les différents acteurs concernés dans le cadre d'un plan d'inclusion globale.

Le ministère de l'Education nationale s'est fixé un délai jusqu'en 2017 pour la généralisation du préscolaire pour les enfants âgés de cinq ans. Actuellement, près de 50% des enfants âgés de cinq ans ont accès à l'école préparatoire.

Selon la ministre de l'Education nationale, même si le nombre d'enfants non scolarisés n'est pas important, la situation est intolérable. «Quel que soit le nombre d'enfants hors du système éducatif, que ce soit par abandon ou volontaire, il faut qu'on s'en occupe et définisse les mesures à prendre envers cette catégorie même si c'est une extrême minorité», a-t-elle indiqué.

Selon la ministre de l'Education, le taux de scolarisation est de 98%, soit 8,5 millions d'élèves fréquentent l'école dont 49% sont des filles. L'Algérie compte 26 000 établissements scolaires et 400 000 enseignants. Cependant, dit-elle, «on ne



Photos : DR

Le tiers des enfants de 5 ans n'accède pas au cycle préparatoire.

rentre pas dans le système de l'éducation pour aller vers l'échec, tout élève qui rentre dans ce système doit sortir avec une réussite scolaire».

Les échecs successifs, dit-elle, ramènent à des sorties du système

dont les coûts financiers sont extrêmement élevés. Mais la réussite, poursuit-elle, n'est pas homogène, elle est différenciée en fonction des différences dont sont porteurs les enfants.

S. A.

PRÉVENTION ROUTIÈRE PAR LES SERVICES DE GENDARMERIE

Des voitures banalisées dans toutes les wilayas

Les moyens banalisés, véhicules et motos, de la Gendarmerie nationale sont généralisés aux 48 wilayas. Ce dispositif de lutte contre les infractions au code de la route a «donné des résultats satisfaisants», assurent les services de la Gendarmerie nationale. Ces derniers ont enregistré 20 361 accidents de la circulation en 2015 à raison de 55 accidents, 10 décès et 100 blessés par jour. Cependant, le nombre d'accidents reste en baisse de 16,51% par rapport à 2014.

Equipés de radars de dernière génération permettant non seulement de flasher le conducteur mais aussi des enregistrements vidéo, les véhicules et motos banalisés de la Gendarmerie nationale sont généralisés à l'ensemble des wilayas.

Mis en service depuis le premier trimestre de 2015, les moyens banalisés de la Gendarmerie nationale touchent jusque-là 24 wilayas. Ses services ont annoncé hier, lors d'une conférence de presse que ces moyens de lutte contre les infractions routières ont donné leurs fruits.

En témoigne, illustrent-ils, la baisse du nombre des accidents de la route. En 2015 le nombre d'accidents enregistré par ces services s'élève à 20 361, ayant engendré 3 801 morts et fait 36 675 blessés à raison de 55 accidents, 10 décès et 100 blessés par jour. Cependant, le nombre d'accidents a baissé de 16,51% par rapport à 2014.

La capitale vient en première position en nombre d'accidents avec 1316 ayant engendré 97 morts, suivie de Aïn Defla et M'sila. Juillet et août ont été les mois les plus meurtriers où 22% du nombre d'accidents ont été enregistrés durant cette période estivale.

Le facteur humain demeure la principale cause de ce fléau avec un taux de 91,76% en raison de l'excès de vitesse à hauteur de 37,62%.

Les véhicules destinés au transport de marchandises, de voyageurs et les taxis sont mis en cause dans 5 388 accidents, soit 26,46% du nombre total des accidents ayant causé 1 261 morts. Les détenteurs des permis de conduire de moins de deux ans représentent la tranche la plus impliquée dans les accidents de la circulation avec un taux de 41,59%.

Quant à la tranche d'âge la plus concernée, elle se situe entre 25 et 34 ans. 17,86% du



Les véhicules de transport des voyageurs sont mis en cause dans 5 388 accidents.

nombre total des accidents sont survenus sur les routes nationales dont la RN 1 avec 1 058 accidents soit un taux de 5,20% contre 6,61% sur l'autoroute Est-Ouest.

Par ailleurs, les services de la Gendarmerie nationale ont établi plus de 2,1 millions d'infractions

au code de la route dont 1,5 million procès-verbaux ayant engendré plus de 3,8 milliards de dinars d'amendes, une hausse de 24,10 % par rapport à 2014. Les mêmes services ont procédé à 724 823 retraits de permis de conduire en 2015.

Un permis de prévention du risque piétons pour les enfants

La Gendarmerie nationale et le ministère de l'Education nationale ont décidé de sensibiliser les enfants du primaire aux dangers de la route. Il ne s'agit plus de campagne de sensibilisation mais de cours de prévention routière qui seront dispensés pour permettre aux élèves âgés entre 8 et 9 ans de développer des réflexes de précaution spécifique à la prévention routière.

L'opération-pilote qui va démarrer d'ici une semaine touchera six wilayas, Alger, Béchar, Constantine, Ouargla, Oran et Tamanrasset et touchera 540 élèves choisis dans 18 écoles à raison de 3 écoles primaires pour chaque wilaya. Ainsi, un agent de la Gendarmerie nationale va former les élèves, à travers des cours de mise en situation ainsi que des jeux éducatifs, à raison de 5 séances d'une durée d'un quart d'heure les mardis après-midi.

En avril prochain, ces enfants ciblés seront examinés sur la prévention routière et ils auront un permis piéton. Le but explique-t-on, c'est d'inculquer à l'enfant une culture routière dès son jeune âge.

S. A.

IL SE VEUT AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Un plan stratégique pour les douanes

Les Douanes algériennes ont présenté, hier, à Alger, le plan stratégique 2016-2019 qui se veut un programme au service de l'économie nationale.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, du DG des douanes, Kaddour Bentahar, de membres du gouvernement, du SG de l'UGTA, A. Sidi Saïd, et du président du FCE, Ali Haddad, que l'officier des douanes Hakim Berdjouk a présenté les grandes lignes de ce programme qui s'articule autour de six axes principaux : la réorganisation structurelle de l'administration des douanes au niveau central et régional ; revalorisation de la gestion des ressources humaines et des conditions de vie et de travail des agents des douanes ; renforcement des instruments de contrô-

le ; révision des procédures de dédouanement et promotion des facilitations douanières ; développement des systèmes d'information et des technologies de l'information et de la communication ; amélioration de la communication et du relationnel avec l'environnement ; et l'amplification des échanges d'information et d'expertise avec les institutions de l'Etat chargées du contrôle.

«L'administration des douanes entre dans une nouvelle ère de son programme de modernisation. Une ère aux enjeux multiples et complexes et caractérisée par un environnement économique en pleine mutation», souligne-t-on.

Consciente des défis qui l'at-

tendent, notamment au vu des contraintes financières suite à la chute des revenus pétroliers, l'administration des Douanes algériennes compte sur le redéploiement «rationnel» et «efficient» de ses ressources et sur les actions proactives et l'impact qu'elle projette d'exercer sur son environnement grâce à l'intelligence économique. Selon Kaddour Bentahar, DG des douanes, la nouvelle feuille de route de son administration va permettre d'inscrire l'institution douanière dans une dynamique positive lui permettant «l'accroissement de son rendement et lui garantissant l'adaptation continue face aux évolutions sans cesse et une ouverture envers ses partenaires».

Une feuille de route se propose de jeter un regard sur l'organisation interne et les démembrements extérieurs.

Une organisation jugée «lourde», «dense» et parfois elle crée «un chevauchement des attributions». Elle tient aussi compte, selon Kaddour Bentahar, des contraintes liées à l'adaptation des textes en matière de procédure de dédouanement, de délais d'enlèvement, de facilitations, de contrôle, et d'autres règles de conduite en douane. «Les douanes ne sont pas seulement cet outil de répression, mais elles sont aussi le mécanisme qui va permettre au pays de faire un bond d'une économie en voie de croissance vers une économie émergente», a indiqué Benkhalfa qui a tenu à rendre hommage à l'«attention particulière» qu'accordent le gouvernement et l'Etat à l'administration des douanes dont le rôle dans la protection de l'économie nationale est prépondérant.

Y. D.